

## VIOLENCES : A QUI LA FAUTE ?

■ Le nombre de blessés graves, voire très graves, parmi les « gilets jaunes » provoque la controverse et, plus généralement, suscite de légitimes interrogations. Policiers et gendarmes comptent eux aussi de très nombreux blessés et atteignent un niveau de fatigue sans précédent, souligne M<sup>e</sup> Thibault de Montbrial, spécialiste des questions de sécurité. L'État s'est montré moins répressif face aux émeutiers de banlieue en 2005 que face aux émeutiers « gilets jaunes », s'inquiète le maire de Montfermeil (Saint-Denis), Xavier Lemoine.



### THIBAUT DE MONTBRIAL

Pour l'avocat\*, le nombre de blessés chez les manifestants doit être nuancé par les agressions que subissent policiers et gendarmes.

# « Une tension inédite pour les forces de l'ordre »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
EUGÉNIE BASTIÉ @EugenieBastie

**LE FIGARO.** - Le bilan provisoire des blessés à l'issue des manifestations de « gilets jaunes » fait état de 152 blessures à la tête, 17 personnes éborgnées et 4 mains arrachées. N'est-il pas légitime de parler de « disproportion » dans le recours à la force par policiers et gendarmes ?

**Thibault DE MONTBRIAL.** - Le constat d'une disproportion ne peut pas se réduire à l'analyse du bilan chez les manifestants. Un acte peut causer des dégâts importants mais pourtant être légitime. À l'inverse, une violence peut être illégitime et ne causer aucun dégât. Les forces de l'ordre sont confrontées à des violences d'une ampleur inédite par leur durée. Depuis novembre, il y a plus de 1 000 blessés dans leurs rangs dont certains graves. Des armes par destination sont très régulièrement utilisées contre eux. Le 8 décembre, les objets saisis lors du déploiement exceptionnel autour de Paris font froid dans le dos : haches, couteaux, cocktails Molotov, bombes artisanales, boules de pétanque, bouteilles d'acide.

**La technique de la nasse, régulièrement utilisée, n'augmente-t-elle pas la violence**

**et l'agressivité des manifestants ?**

La technique dite de la nasse permet de compartimenter une foule hostile en petits groupes pour les neutraliser et les contrôler. Il peut arriver dans certains cas que l'agressivité des forces de l'ordre excite celle des manifestants, mais dans le cas des manifestations de « gilets jaunes », on a eu souvent le phénomène inverse : les forces de l'ordre cristallisent une violence antisystème et sont des cibles à part entière, aussi bien sur le terrain que sur les réseaux sociaux où les appels au meurtre de policiers se multiplient.

**Faut-il en finir avec le lanceur de balles de défense (LBD, dit Flash-Ball) ?**

Les moyens intermédiaires que sont les LBD et les grenades de désencerclement permettent d'échapper à une alternative aussi simple que catastrophique : soit le contact au corps à corps (du type de ce qu'on a pu observer le 5 janvier sur la passerelle Léopold-Sédar-Senghor à Paris avec l'ancien boxeur Christophe Dettinger) que les grenades lacrymogènes n'empêchent pas, car elles sont en France peu dosées. Il faut le noter : le moyen lacrymogène en France n'est pas incapacitant contrairement à d'autres pays ; soit l'usage d'armes létales dans l'hypothèse d'une menace à distance. Dans l'état actuel, les armes de force intermédiaire sont donc indispensables. La question est celle du discernement de leur emploi. La répétition samedi après samedi d'un scé-

nario de tensions use les forces de l'ordre qui n'ont plus le temps de se reposer, ce qui affecte leur discernement.

**La crise actuelle n'illustre-t-elle pas les limites de notre modèle de maintien de l'ordre ?**

Certainement. Ce modèle était calibré pour des manifestations déclarées, avec un cortège allant d'un point A à un point B et encadré par un service d'ordre. Les violences éclataient souvent en fin de manifestation, au moment de la dispersion. Mais progressivement - je dirais depuis la loi travail en 2016 -, on a vu des commandos de casseurs très organisés se joindre aux manifestants tout au long du cortège. On a encore passé un cap ces deux derniers mois, et la gestion en continu d'une foule quasi émeutière, avec une « convergence des luttes » entre extrêmes et des raids opportunistes de voyous des cités. C'était inédit et il a fallu adapter notre système.

**Comment ?**

Après le saccage de l'Arc de triomphe à Paris le 1<sup>er</sup> décembre, qui a montré la faillite du système de maintien de l'ordre traditionnel, il y a eu un changement de doctrine. On a créé des unités mobiles, les DAR (dispositif d'action rapide) pour aller chercher les casseurs. Cela partait d'une bonne intention, et cela a été relativement efficace, mais il y a eu plusieurs problèmes. D'abord, des effectifs trop peu nombreux au sein de chaque unité, et un problème de coordination avec les unités de maintien de l'ordre classiques qui re-

lèvent d'un autre commandement. En outre, les groupes ainsi formés n'avaient pas forcément la formation pour manier les armes de force intermédiaire, notamment les policiers de la BAC ou de la Brigade spécialisée de terrain (BST) rompus au contact mais pas habitués au maintien de l'ordre. L'infériorité numérique, l'usage de tactique et de matériel auxquels ils n'étaient pas habitués, tout cela a pu conduire à des erreurs d'appréciation. Mais il faut dire que ces DAR ont eu une mission particulièrement délicate et qu'elles ont grandement contribué à ce que, s'il y a encore des violences ponctuelles, l'ambiance générale ne soit plus insurrectionnelle.

**Quelles seraient les marges d'amélioration de notre système ?**

On sent qu'aujourd'hui il y a eu un avant et un après 1<sup>er</sup> décembre. Il faut désormais pérenniser ce nouveau modèle de maintien de l'ordre et développer structurellement aux côtés des CRS et des gendarmes mobiles des unités formées, entraînées et sans doute dédiées à des interventions souples dynamiques. Ce sera le grand défi de cette nouvelle année : adapter le maintien de l'ordre pour tenir compte des nouvelles formes de violence afin d'accroître l'efficacité et ne pas causer des dommages illégitimes. \*Avocat au barreau de Paris, il défend actuellement les deux gendarmes attaqués par Christophe Dettinger à Paris le 5 janvier. Il est aussi président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure et membre du conseil scientifique de l'École de guerre.